

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

UDF : un programme-bis de démantèlement des acquis sociaux

- Politique -

Date de mise en ligne : samedi 24 mars 2007

Démocratie & Socialisme

Le programme de l'Udf se propose de refonder " notre modèle social ". Il aborde la réforme de l'Etat et des institutions avant de traiter les questions économiques et sociales.

Réduction du nombre de fonctionnaires

La réforme de l'Etat est introduite en considérant que la dette publique est une " charge insupportable " qui " handicape l'ensemble de l'économie française ". Son estimation est plus que doublée car pour faire bon poids, le programme y intègre les engagements de l'Etat sur les retraites des fonctionnaires des prochaines années. La conclusion est sans appel : " sa réduction est donc un impératif moral " ! Par conséquent, le déficit ne doit pas résulter des charges de " fonctionnement ", il faut " améliorer les performances de l'administration " tout en opérant un " redéploiement " et en favorisant la mobilité entre administrations pour réduire les postes et " limiter le remplacement des personnels partant à la retraite ". De Bayrou à Le Pen en passant par Sarkozy, les dépenses publiques doivent être " maîtrisées " !

Un régime présidentiel

La " VI^e République " que propose l'Udf n'est certainement pas sociale... ni démocratique : il s'agit d'une V^e République qui aura un caractère présidentiel affirmé et désormais sans ambiguïté. " Le Premier ministre, à la tête d'un Conseil réduit à une vingtaine de ministres, aura un rôle essentiel de coordination : ses pouvoirs propres seront donc sensiblement réduits. Quant au gouvernement, sa mission est de mettre en oeuvre les choix présidentiels ". Si le président de la République se trouve désavoué, il sera procédé à une nouvelle élection présidentielle.

La fable des données économiques

La mondialisation financière présente " des avantages et des inconvénients ". Mais " c'est une donnée " (économique). Ce ne serait donc pas un choix politique : " il faut s'y préparer ". D'ailleurs, " le temps de l'Etat-providence et du syndicalisme de classe est révolu " : vous allez souffrir et vous ne pourrez pas vous défendre.

Vous pourrez humer le fumet mais vous ne pourrez plus goûter le roti

Si vous pouviez vous appuyer sur le Code du travail parce qu'il " est aujourd'hui un code de procédures (inutilement complexe) " donc " inutilement " détaillé et contraignant, ça ne va pas durer. En effet, il faut le transformer en un " code de principes " (toujours le refuge dans les généralités, moins exigeantes) puisque " chacun convient " (surtout Laurence Parisot) " qu'un assouplissement est souhaitable pour revenir à l'esprit plus qu'aux formes ".

La loi reculera :

Elle ne définira que " les principes communs à un contrat de travail universel à durée indéterminée et à droits progressifs " (toujours les principes).

Cette démarche de remettre au contrat ce que la loi abandonne sera généralisée. Elle sera mise en oeuvre pour réduire le droit de grève dans les transports.

La question du temps de travail sera remise en négociation puisque " nous payons lourdement (...) la réduction du temps de travail et un départ en retraite précoce ". " La quantité de travail fournie dans notre pays est insuffisante ", c'est pourquoi les 35 heures seront assouplies et le recours aux heures supplémentaires rendu plus avantageux pour le patron : elles seront exonérées de toute cotisation sociale.

La part des salaires sera réduite

Le programme de l'Udf prévoit de transférer " une part des cotisations sociales pesant sur la masse salariale " vers l'impôt : création d'une Tva sociale ou augmentation de la Csg. Ce que paye l'entreprise, sous forme de salaire indirect, sera payé par les salariés qui consomment tout leur revenu ou par les contribuables.

Mais ça ne suffit pas : le Smic ne doit pas subir une " augmentation brutale " et la " demi-réforme des retraites " sera complétée par la " mise en oeuvre d'une retraite par points " (voir ci-contre).

Ainsi, dans le partage de la valeur ajoutée, la part des salaires diminuera. Ce qui est la signature d'une politique de droite.

Dans ses lignes essentielles, le programme de l'Udf est l'antithèse d'un bon programme de gauche.

Pierre Ruscassie